

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[97/11386]

Prix de l'énergie électrique pour le mois d'octobre 1997

Les paramètres N_c et N_E prévus par les arrêtés ministériels des 16 mai 1977 et 6 septembre 1994 portant réglementation respectivement des prix de l'énergie électrique en basse tension ainsi que de ceux en haute tension sont, pour le mois d'octobre 1997, fixés aux valeurs ci-après :

$N_c = 0,9990$
 $N_E = 1,2112$

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/11386]

Prijzen van de elektrische energie voor de maand oktober 1997

De parameters N_c en N_E voorzien bij de ministeriële besluiten van 16 mei 1977 en 6 september 1994 houdende reglementering van respectievelijk de prijzen voor elektrische energie laagspanning en hoogspanning zijn voor de maand oktober 1997 vastgesteld op de volgende waarden :

$N_c = 0,9990$
 $N_E = 1,2112$

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
 GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
 GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

**MINISTERE
 DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 97/31429]

1^{er} OCTOBRE 1997. — Circulaire ministérielle remplaçant la circulaire ministérielle n° 007 portant instructions concernant la délivrance de permis d'urbanisme à durée limitée pour les dispositifs de publicité et les enseignes

Aux collèges des Bourgmestre et Echevins,

Au fonctionnaire délégué de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire,

Au Collège d'Urbanisme,

I. Préambule

En vertu de l'article 88, 1° de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, les dispositifs de publicité et les enseignes font l'objet de permis d'urbanisme à durée limitée.

Les permis d'urbanisme et les autorisations administratives délivrés avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance précitée sont périmés depuis le 31 décembre 1994 (article 208 de l'ordonnance).

Par conséquent, un grand nombre de demandes de permis d'urbanisme relatifs à des dispositifs de publicité ou à des enseignes ont été introduites en perspective de l'échéance du 31 décembre 1994.

Des demandes de permis d'urbanisme pour de nouveaux projets sont également introduites.

Un règlement régional d'urbanisme relatif aux publicités et aux enseignes est en cours d'élaboration et sera bientôt soumis à enquête publique.

Dans l'attente de l'entrée en vigueur de ce règlement, il convient d'appliquer, dans le cadre de l'instruction des nombreuses demandes de permis d'urbanisme introduites, des principes qui sauvegarderont le paysage urbain et qui faciliteront la transition vers la nouvelle réglementation.

La présente circulaire annule et remplace la circulaire n° 007 du 21 octobre 1994 portant instructions concernant la délivrance de permis d'urbanisme à durée limitée pour les dispositifs de publicités et les enseignes.

II. Normes applicables

Lors de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme relatives aux dispositifs de publicité et d'enseigne, les autorités concernées veilleront au respect des dispositions légales et réglementaires applicables telles que notamment :

- le Plan régional de Développement;
- l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier;
- les plans particuliers d'affectation du sol et les permis de lotir;
- le règlement général sur les bâtisses des quartiers entourant le square Ambiorix et le parc du Cinquantenaire;
- les règlements communaux d'urbanisme;

**MINISTERIE
 VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C - 97/31429]

1 OKTOBER 1997. — Ministeriële omzendbrief tot vervanging van de ministeriële omzendbrief nr. 007 betreffende de richtlijnen inzake de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen van beperkte duur voor reclame-inrichtingen en uithangborden

Aan de Colleges van Burgemeester en Schepenen,

Aan de gemachtigde ambtenaar van het Bestuur van Stedenbouw en Ruimtelijke Ordening,

Aan het Stedenbouwkundig College,

I. Inleiding

Krachtens artikel 88, 1° van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw is er een stedenbouwkundige vergunning van beperkte duur vereist voor reclame-inrichtingen en uithangborden.

De stedenbouwkundige vergunningen en administratieve toelatingen die werden gegeven vóór de inwerkingtreding van de voormelde ordonnantie zijn sedert 31 december 1994 vervallen (artikel 208 van de ordonnantie).

Bijgevolg werden, met het oog op de vervaldag van 31 december 1994, enorm veel stedenbouwkundige vergunningsaanvragen ingediend voor reclame-inrichtingen of uithangborden.

Er werden eveneens stedenbouwkundige vergunningsaanvragen ingediend voor nieuwe projecten.

Er wordt thans gewerkt aan een gewestelijke stedenbouwkundige verordening inzake reclame-inrichtingen en uithangborden die eerst-daags ter openbaar onderzoek zal worden voorgelegd.

In afwachting van de inwerkingtreding van deze verordening dienen, in het raam van de behandeling van talrijke stedenbouwkundige vergunningsaanvragen, de beginselen te worden toegepast voor de vrijwaring van het stedelijk landschap en een betere overgang naar de nieuwe reglementering.

Met deze omzendbrief wordt omzendbrief nr. 007 van 21 oktober 1994 betreffende de richtlijnen inzake de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen van beperkte duur voor reclame-inrichtingen en uithangborden opgeheven en vervangen.

II. Toepassingsnormen

De betrokken overheden moeten erop toezien dat, tijdens de behandeling van de stedenbouwkundige vergunningsaanvragen voor reclame-inrichtingen en uithangborden, de wettelijke en reglementaire bepalingen worden nageleefd, zoals onder meer :

- het Gewestelijk Ontwikkelingsplan;
- de ordonnantie van 4 maart 1993 betreffende het onroerend erfgoed;
- de bijzondere bestemmingsplannen en de verkavelingsvergunningen;
- de Algemene Bouwverordening voor de wijken rondom de Ambiorixsquare en het Jubelpark;
- de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen;

– les arrêtés royaux des 5 décembre 1957, 8 janvier 1958, 14 décembre 1959 et 1^{er} mars 1960 portant réglementation de l'affichage et de la publicité.

– l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1992 relatif aux permis d'urbanisme à durée limitée;

III. Principes à appliquer dans le cadre de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme

Outre les normes rappelées ci-dessus et le bon aménagement des lieux compte tenu de la situation particulière du bien, les principes énoncés ci-après guideront les autorités.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens de la présente circulaire, on entend par :

alignement : la limite entre la voie publique et les propriétés privées ou publiques;

auvent : petite toiture fixe de construction très simple, en saillie sur la façade d'une construction et destinée à abriter de la pluie ou du vent un perron, une porte, une fenêtre ou une devanture de magasin;

dispositif de publicité : support qui est établi dans le but de recevoir de la publicité;

enseigne : inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce. Ne peut être assimilée à une enseigne une mention profitant à des tiers, telle que l'indication d'une marque ou de leurs produits.

Une enseigne sur toit ou terrasse en tenant lieu est considérée comme telle si les activités signalées occupent au moins la moitié du bâtiment;

marquise : toiture légèrement ouvragée fixée à une construction, formant abri au-dessus d'une porte, au sommet d'un perron ou au pourtour d'un édifice;

mobilier urbain : équipement installé sur la voie publique dont la fonction principale est d'assurer un service à la population;

ouvrage d'art : construction de grande importance entraînée par l'établissement d'une voie de communication, notamment les ponts et les tunnels;

panneau de chantier : panneau, en général érigé sur un immeuble, en cours de construction ou de rénovation, qui donne des informations relatives au maître de l'ouvrage, à l'architecte et à l'ensemble des corps de métier ou sous-traitants employés à cette construction;

panneau immobilier : panneau destiné à annoncer des opérations immobilières (lotissements, ventes, locations, constructions) concernant le bien sur lequel il se trouve;

pignon : mur latéral d'un bâtiment ou d'une construction jusqu'au toit ou jusqu'à la terrasse qui en tient lieu, ne comprenant ni saillie, ni corniche, ni avant-toit ou tablette de couverture ni plus de deux ouvertures d'une superficie globale supérieure à 3 m² au-dessus du rez-de-chaussée;

publicité : inscription, forme ou image, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, destinée à informer le public ou à attirer son attention;

publicité associée à l'enseigne : publicité dont le message publicitaire est axé sur un produit ou un service distribué ou presté par l'occupant commercial ou industriel de l'immeuble et qui n'est pas susceptible d'être modifié pendant la durée du permis;

publicité éclairée : dispositif dont le message publicitaire reçoit un éclairage qu'il ne produit pas lui-même, notamment les affiches éclairées par projection ou par transparence;

publicité événementielle : publicité à caractère éphémère liée à un événement à caractère culturel, sportif ou social; à une foire ou à un salon et comportant au maximum 1/7 de la surface publicitaire réservée aux annonceurs;

publicité lumineuse : publicité constituée principalement par une ou plusieurs sources lumineuses;

publicité réglementaire : publicité résultant d'obligations légales, notamment la publicité de ventes publiques et les bans de mariage;

zone interdite : voiries du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale relevées nominativement sur la liste figurant en annexe ainsi qu'une zone de 50 mètres de part et d'autre de l'alignement de ces voiries.

– de koninklijke besluiten van 5 december 1957, 8 januari 1958, 14 december 1959 en 1 maart 1960 houdende de reglementering van de aanplakking en de reclame.

– het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 26 november 1992 betreffende de stedenbouwkundige vergunningen van beperkte duur;

III. Beginselen die moeten worden toegepast in het raam van de behandeling van de stedenbouwkundige vergunningsaanvragen

Naast de hierboven vermelde normen en de goede aanleg der plaatsen zullen de hierna opgesomde beginselen een leidraad vormen voor de overheid, rekening houdend met de bijzondere ligging van het goed.

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In deze verordening dient men te verstaan onder :

gelegenheidsreclame : reclame met een tijdelijk karakter voor culturele, sportieve of sociale activiteiten, voor een beurs of een salon en dat ten hoogste 1/7 van de reclame-oppervlakte voorbehoudt voor de adverteerders;

kunstwerk : omvangrijk bouwwerk dat er gekomen is door de aanleg van een verkeersweg, meer bepaald bruggen en tunnels;

lichtgevende reclame : reclame die voornamelijk bestaat uit één of meerdere lichtbronnen;

luifel : klein vast eenvoudig dak dat uitsteekt boven de gevel van een bouwwerk met als doel een perron, een deur, een venster of de ingang van een winkel te beschermen tegen regen en wind;

markies : fijn, licht bewerkt dak bevestigd aan een bouwwerk en dat beschutting biedt boven een deur, een perron of rondom een gebouw;

reclame verwijzend naar het uithangbord : reclame waarvan de boodschap gericht is op een product of een dienst, verdeeld of verleend door de handelaar of de industrieel die het gebouw bezet en welke niet kan worden veranderd zolang de vergunning geldt;

reclame : ieder opschrift, vorm of beeld uitgezonderd de uithangborden en de vooraanduidende uithangborden, dat als doel heeft het publiek te informeren of de aandacht ervan te trekken;

reclame-inrichting : drager waarop reclame kan worden aangebracht;

reglementaire reclame : reclame naar aanleiding van wettelijke verplichtingen m.n. de reclame voor openbare verkopen en huwelijksaankondigingen;

rooilijn : de grens tussen de openbare weg en de private of openbare eigendommen;

stadsmeubilair : uitrusting die zich bevindt op de openbare weg en waarvan de dienstverlening aan de bevolking de hoofdfunctie is;

topgevel : zijmuur van een gebouw of bouwwerk tot aan het dak of dakterras zonder uitstekend gedeelte, dakgoot, voordak of dekplaat, en met ten hoogste twee openingen met een globale oppervlakte van meer dan 3 m² vanaf het gelijkvloers;

uithangbord : opschrift, vorm of beeld dat geplaatst is op een gebouw en dat betrekking heeft op een activiteit die er wordt uitgeoefend; een mededeling ten gunste van derden, zoals de vermelding van een merk of van hun producten kan niet worden gelijkgesteld met een uithangbord;

Een uithangbord op een dak of dakterras wordt als dusdanig beschouwd als de activiteiten die er worden uitgeoefend minstens de helft van het gebouw innemen;

vastgoedpaneel : bord dat dient om vastgoedoperaties aan te kondigen (verkavelingen, verkopen, verhuringen, bouwwerken) betreffende het goed waarop het staat;

verlichte reclame : inrichting waarvan de reclameboodschap niet door de reclameboodschap zelf verlicht wordt, nl. de affiches verlicht door projectie of transparantie;

werfpaneel : bord dat meestal geplaatst wordt op een gebouw dat in aanbouw is of gerenoveerd wordt en dat informatie geeft over de bouwheer, de architect en over de vaklui of de onderaannemers die bij deze bouw betrokken zijn;

verboden gebied : wegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die op een naamlijst zijn weergegeven in bijlage evenals een gebied van 50 meter langs beide zijden van de rooilijn van deze wegen.

Art. 2. § 1^{er}. La publicité est interdite :

- 1° en zone interdite;
- 2° sur le patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé au sens de l'ordonnance du 4 mars 1993 et dans un périmètre de 20 mètres autour de celui-ci;
- 3° dans les espaces verts et dans les réserves naturelles et ce, dans un périmètre de 10 mètres autour de ceux-ci;
- 4° sur les arbres;
- 5° sur les poteaux de support des lignes de distribution électrique, les poteaux support de caténaires, les poteaux de télécommunication, les poteaux d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne;
- 6° sur les grilles de clôture non aveugle;
- 7° sur tout ou partie de baie sauf s'il s'agit de la devanture d'un établissement temporairement fermé pour des travaux faisant suite à un permis d'urbanisme;
- 8° sur les façades ou partie de façades d'immeubles d'habitation;
- 9° sur les murs de cimetière ou de jardin public;
- 10° sur les immeubles à l'abandon.

§ 2. Toutefois, les interdictions visées au § 1^{er} ne s'appliquent pas :

- 1° A la publicité sur les bâtiments ou parties de bâtiments dont la démolition est autorisée et entamée;
- 2° A la publicité sur les abris destinés aux usagers des transports en commun dans les conditions décrites à l'article 11;
- 3° à la publicité sur les dispositifs visés à l'article 12, § 2, dans les conditions décrites à cet article.

§ 3. Les interdictions visées au § 1^{er}, 1°, 2° et 5° ne s'appliquent pas à la publicité événementielle fixée sur les poteaux support de caténaires, sur les poteaux d'éclairage public ou entre les façades, dans les conditions décrites à l'article 15.

Art. 3. A l'exception des cas prévus par le présent règlement, les dispositifs de publicité et les enseignes respectent les volumes des espaces dans lesquels ils s'intègrent, ils ne les dépassent pas et ne les modifient pas.

Art. 4. Les dispositifs de publicité et les enseignes ne peuvent nuire à l'habitabilité des lieux notamment par leur luminosité ou par le bruit qu'ils génèrent.

Art. 5. Les dispositifs de publicité et leurs abords ainsi que les enseignes sont maintenus en bon état de propreté et ne peuvent pas nuire à la sécurité notamment à la visibilité ou à l'efficacité de la signalisation routière réglementaire.

CHAPITRE II. — Publicité en espace privé

Section 1^{re}. — Publicité non lumineuse et publicité éclairée

Art. 6. Le placement de publicité non lumineuse et de publicité éclairée est interdit :

- 1° sur les façades d'immeubles, occupés ou non;
- 2° sur les toits ou terrasses en tenant lieu;
- 3° sur les clôtures de terrains bâtis, à l'exception des cas prévus à l'article 7, 4°;
- 4° sur les terrains bâtis à l'exception des cas prévus à l'article 7, 6°.

Toutefois, les dispositifs publicitaires d'une superficie inférieure à 0,5 m² placés aux rez-de-chaussée occupés par des commerces ne sont pas concernés par le 1° du présent article.

Art. 7. Le placement de publicité non lumineuse et de publicité éclairée peut être autorisé :

- 1° sur ou contre les pignons, à condition d'être parallèle au pignon;
- 2° sur les clôtures de chantier, à condition d'être parallèle à la clôture et de ne pas être placée en double hauteur;
- 3° sur les clôtures de terrains non bâtis, à condition d'être parallèle à la clôture et de ne pas être placée en double hauteur;
- 4° sur les murs de clôture aveugles et d'une hauteur supérieure à 3 mètres par rapport au sol, à condition qu'il s'agisse de publicité événementielle s'inscrivant dans la modénature architecturale du mur;

Art. 2. § 1. Reclame is verboden :

- 1° in het verboden gebied;
- 2° op het onroerend erfgoed dat ingeschreven is op de bewaarlijst of geklasseerd in de zin van de ordonnantie van 4 maart 1993 en dit binnen een straal van 20 meter eromheen;
- 3° in de groene ruimten en in de natuurreservaten en dit binnen een omtrek van 10 meter eromheen;
- 4° op bomen;
- 5° op de elektriciteitspalen, de dragers voor bovenleidingen, voor telecommunicatie, de openbare verlichtingspalen, alsook op de openbare uitrustingen met betrekking tot het weg-, spoor-, water-, maritiem of luchtverkeer;
- 6° op niet-blinde omheiningen;
- 7° op een gevelopening of een deel ervan behalve op de voorzijde van een gebouw dat tijdelijk is gesloten wegens werken ingevolge een stedenbouwkundige vergunning;
- 8° op de gevels of een deel van de gevels van woningen;
- 9° op de muren van begraafplaatsen of van openbare tuinen;
- 10° op verlaten gebouwen.

§ 2. De in § 1 bedoelde verbodsbepalingen zijn evenwel niet van toepassing op :

- 1° de reclame op de gebouwen of gedeelten van gebouwen waarvan de sloop is toegestaan en begonnen;
- 2° de reclame op de schuilhuisjes voor gebruikers van het openbaar vervoer onder de voorwaarden beschreven in artikel 11;
- 3° de reclame op de inrichtingen bedoeld in artikel 12, § 2, onder voorwaarden beschreven in dat artikel.

§ 3. De in § 1, 1°, 2° en 5° bedoelde verbodsbepalingen zijn niet van toepassing op de gelegenheidsreclame die bevestigd is aan dragers van bovenleidingen, openbare verlichtingspalen of tegen gevels, onder de voorwaarden bedoeld in artikel 15.

Art. 3. Behoudens de gevallen bedoeld in deze verordening moeten de reclame-inrichtingen en uithangborden beperkt blijven tot de afmetingen van de ruimten waarin zij zich bevinden. Zij mogen deze overschrijden noch wijzigen.

Art. 4. De reclame-inrichtingen en uithangborden mogen geen schade toebrengen aan de leefbaarheid van de plaatsen met name door hun lichtgevend karakter of door het geluid dat zij voortbrengen.

Art. 5. De reclame-inrichtingen, hun naaste omgeving evenals de uithangborden worden in een nette staat onderhouden en mogen de veiligheid, met name de leesbaarheid of de doeltreffendheid van de réglementaire verkeerssignalisatie niet in het gedrang brengen.

HOOFDSTUK II. — Reclame in private ruimte

Afdeling I. — Niet-lichtgevende en verlichte reclame

Art. 6. Niet-lichtgevende en verlichte reclame mag niet worden aangebracht :

- 1° op de gevels van al dan niet bewoonde gebouwen;
 - 2° op de daken of dakterrassen;
 - 3° op de omheiningen van bebouwde terreinen, met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 7, 4°;
 - 4° op de bebouwde terreinen, behoudens de gevallen bedoeld in artikel 7, 6°;
- Punt 1° van dit artikel geldt evenwel niet voor de reclame-inrichtingen van minder dan 0,5 m² geplaatst op het gelijkvloers waar handelszaken zijn gevestigd.

Art. 7. Niet-lichtgevende en verlichte reclame mag worden geplaatst :

- 1° op of tegen gevels, als zij gelijkloopt met de gevel;
- 2° op werfomheiningen, als zij gelijkloopt met de omheining en niet op dubbele hoogte geplaatst is;
- 3° op de omheiningen van niet-bebouwde terreinen, als zij gelijkloopt met de omheining en niet op dubbele hoogte geplaatst is;
- 4° op blinde omheiningen en hoger dan 3 meter ten aanzien van de begane grond, als het gaat om gelegenheidsreclame die past in het architecturale lijstwerkpatroon van de muur;

5° sur les terrains non bâtis, à condition de ne pas être placée en double hauteur et de se trouver à au moins dix mètres d'une baie d'un immeuble d'habitation lorsqu'elle se trouve en avant-plan du mur contenant cette baie;

6° sur les terrains bâtis occupés principalement par du commerce ou de l'industrie, à condition d'être située à plus de 5 mètres de l'alignement et de ne pas être placée en double hauteur.

Section II. — Publicité lumineuse

Art. 8. La publicité lumineuse est interdite

1° sur les clôtures;

2° sur ou entre les façades d'immeubles, occupés ou non;

3° sur les pignons des bâtiments destinés principalement au logement et aux équipements publics;

4° sur les toits et terrasses en tenant lieu des bâtiments destinés principalement au logement et aux équipements publics.

Art. 9. La publicité lumineuse peut être autorisée :

1° sur les pignons des bâtiments qui ne sont pas destinés principalement au logement et aux équipements publics, à condition :

a) d'être située dans un plan parallèle à celui du pignon qui la supporte;

b) d'être située à minimum 0,5 mètre des limites du pignon qui la supporte;

2° sur les toits et terrasses des bâtiments qui ne sont pas destinés principalement au logement et aux équipements publics, à condition :

a) d'être parallèle au front de bâtisse;

b) d'avoir une hauteur maximale de 6 mètres et inférieure à 1/5 de la hauteur de la façade, une hauteur de 3 mètres pouvant être autorisée pour des façades d'une hauteur inférieure à 15 mètres;

c) de n'être réalisée qu'au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation sur le support.

CHAPITRE III. — Publicité en espace public

Section I^{re}. — Mobilier urbain

Art. 10. A l'exception des articles 11 à 13, la surface de la publicité ne dépasse pas 0,25 m² par mobilier urbain.

Art. 11. Les abris destinés aux usagers des transports en commun peuvent supporter des publicités d'une surface unitaire maximale de 2 m², sans que la surface totale de ces publicités puisse excéder 2 m² plus 2 m² par tranche entière de 4,5 m² de surface abritée au sol. L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit de ces abris est interdite.

Art. 12. § 1^{er}. Les dispositifs d'information et de service au public installés dans le cadre d'une politique conçue de manière globale par un pouvoir public, peuvent supporter de la publicité et réunissent les conditions suivantes :

1° ne pas nuire au paysage urbain;

2° ne pas briser de perspective visuelle;

3° laisser une largeur libre minimale de 1,50 mètre et ne pas entraver la continuité de la circulation piétonne;

4° ne pas réduire les conditions de sécurité et de visibilité;

5° comporter au maximum deux surfaces d'affichage de 2 m² chacune avec un maximum de 2 m² de publicité;

6° la face d'affichage réservée à l'information est aisément accessible au piéton.

§ 2. Si le dispositif est intégré à la rambarde d'accès d'une station de métro, un dispositif unique réunissant les conditions suivantes peut être autorisé par accès :

1° comporter au maximum deux surfaces d'affichage de 2 m² chacune dont une face est réservée à l'information;

2° la face d'affichage réservée à l'information est aisément accessible au piéton.

Art. 13. Les colonnes porte-affiches ont une fonction première d'utilité publique et peuvent supporter des publicités d'une surface totale maximale de 4 m².

5° op niet-bebouwde terreinen, als zij niet op dubbele hoogte en minstens op tien meter van een gevelopening van een woning is geplaatst, wanneer deze zich bevindt op het voorplan van de muur met deze gevelopening;

6° op terreinen waar voornamelijk handel en industrie gevestigd is, als zij gelegen is op meer dan 5 meter van de rooilijn en niet op dubbele hoogte geplaatst is.

Afdeling II. — Lichtgevende reclame

Art. 8. Lichtgevende reclame is verboden :

1° op omheiningen;

2° op of tussen gevels van al dan niet bewoonde gebouwen;

3° op topgevels van gebouwen die voornamelijk bestemd zijn voor huisvesting en openbare uitrustingen;

4° op daken en dakterrassen van gebouwen die voornamelijk bestemd zijn voor huisvesting en openbare uitrustingen.

Art. 9. Lichtgevende reclame is toegelaten :

1° op topgevels van gebouwen die niet voornamelijk bestemd zijn voor huisvesting en openbare uitrustingen, als zij :

a) gelijkloopt met de gevel waarop zij is aangebracht;

b) zich minstens op 0,5 meter bevindt van de uiteinden van de gevel waarop zij aangebracht is;

2° op daken en dakterrassen van gebouwen die niet voornamelijk bestemd zijn voor huisvesting en openbare uitrustingen, als zij :

a) gelijkloopt met de bouwlijn;

b) niet hoger is dan 6 meter en 1/5 van de gevelhoogte; een hoogte van 3 meter is evenwel toegelaten voor gevels van minder dan 15 meter;

c) slechts bestaat uit afzonderlijke letters of tekens die haar bevestiging op de drager verbergt.

HOOFDSTUK III. — Reclame in openbare ruimte

Afdeling I. — Meubilair

Art. 10. Behoudens artikelen 11 tot 13 mag de oppervlakte van de reclame niet meer dan 0,25 m² per stadsmeubilair bedragen.

Art. 11. In de schuilhuisjes voor gebruikers van het openbaar vervoer mag reclame worden aangebracht met een oppervlakte van maximaal 2 m² per eenheid zonder dat de totale oppervlakte van deze reclame 2 m² plus 2 m² overschrijdt per volledig gedeelte van 4,5 m² beschutte grondoppervlakte. Het is verboden reclame-inrichtingen bovenop het dak van deze schuilhuisjes te plaatsen.

Art. 12. § 1. De inrichtingen voor de informatie en dienstverlening aan het publiek die zijn geplaatst in het kader van een door een openbare overheid algemeen opgevat signalisatiebeleid kunnen worden voorzien van reclame en voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° geen schade berokkenen aan het stedelijk landschap;

2° niet contrasteren met het uitzicht;

3° een breedte vrijhouden van minstens 1,50 meter en de doorstroming van het voetgangersverkeer niet hinderen;

4° geen afbreuk doen aan de zichtbaarheids- en veiligheidsvoorwaarden;

5° ten hoogste uit twee aanplakkingsoppervlakken bestaan van ieder 2 m² met maximum 2 m² reclame;

6° de aanplakzijde voor informatie moet gemakkelijk door de voetganger kunnen worden bereikt.

§ 2. Indien de inrichting opgenomen is de toegangsreling van een metrostation wordt één enkele inrichting per toegang toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° ten hoogste uit twee aanplakkingsoppervlakken bestaan van ieder 2 m² waarvan één voorbehouden is voor informatie;

2° de aanplakzijde met informatie moet gemakkelijk door de voetganger kunnen worden bereikt.

Art. 13. De aanplakzuilen hebben in de eerste plaats een functie van openbaar nut en mogen reclame dragen met een totale oppervlakte van maximum 4 m².

Section II. — Edicules

Art. 14. Les édicules dont les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial édifés sur le domaine public, peuvent supporter des publicités d'une surface unitaire maximale de 0,5 m² et à raison de maximum une publicité par côté.

L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit de ces édicules est interdite.

Section III. — Supports de publicité événementielle

Art. 15. Sur ou entre les poteaux support de caténares, les installations d'éclairage public, ou entre les façades, le placement de publicité événementielle peut être autorisé dans les conditions suivantes :

1° être réalisé en un support souple de type bannière ou être constitué d'un cadre suspendu d'une épaisseur maximale de 3 cm;

2° avoir une largeur unitaire maximale de 1 mètre et avoir une surface totale maximale de 4 m²;

3° être placé au plus tôt 15 jours calendrier avant le début de l'événement qu'elle signale et retiré au plus tard 8 jours calendrier après la fin de celui-ci.

Art. 16. Sans préjudice à l'article 13, sur les colonnes porte-affiches, le placement de publicité événementielle peut être autorisé à condition d'avoir une surface totale maximale de 4 m².

Section IV. — Supports publicitaires n'ayant pas de fonction première d'utilité publique

Art. 17. Les supports publicitaires situés en espace public et n'ayant pas de fonction première d'utilité publique ou ne résultant pas d'une fonction d'utilité publique peuvent être autorisés dans les conditions suivantes :

1° participer à l'animation d'une zone commerciale;

2° ne pas présenter un format nouveau (largeur, hauteur et épaisseur) par rapport aux supports déjà autorisés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° ne pas nuire au paysage urbain;

4° ne pas briser de perspective visuelle;

5° laisser une largeur libre minimale de 1,50 mètre et ne pas entraver la continuité de la circulation piétonne;

6° ne pas diminuer les conditions de sécurité et de visibilité.

Section V. — Ouvrages d'art et talus

Art. 18. Sur les ouvrages d'art, le placement de publicité non lumineuse et de publicité éclairée peut être autorisé dans les conditions suivantes :

1° être situé à minimum 0,5 mètre des limites de l'ouvrage d'art;

2° s'intégrer dans la modénature architecturale de l'ouvrage d'art;

3° être parallèle à l'ouvrage d'art;

4° être situé sous le niveau de la rambarde;

5° avoir une surface unitaire maximale de 17 m² et avoir une surface cumulée maximale de 34 m²;

6° ne pas être placé en double hauteur.

Art. 19. Sur les talus, le placement de publicité non lumineuse et de publicité éclairée peut être autorisé dans les conditions suivantes :

1° avoir une surface unitaire maximale de 17 m²;

2° ne pas être placé en double hauteur;

3° le dispositif est :

a) soit parallèle à l'alignement; dans ce cas un dispositif est autorisé par 50 mètres courants de talus d'un seul tenant;

b) soit placé avec un décrochement de maximum 45°; dans ce cas deux dispositifs accolés sont autorisés par 150 mètres courants de talus d'un seul tenant;

4° ne pas briser une perspective visuelle ni masquer l'architecture d'un ouvrage d'art.

CHAPITRE IV. — Enseignes et publicités associées à l'enseigne

Art. 20. Les enseignes et les publicités associées à l'enseigne répondent aux conditions suivantes :

1° être constituées de matériaux durables;

2° être en harmonie avec l'ensemble de la construction sur laquelle elles sont apposées.

Afdeling II. — Kiosken

Art. 14. De kiosken waaronder krantenkiosken en andere kiosken met commerciële doeleinden die op het openbaar domein gelegen zijn, mogen reclame bevatten met een oppervlakte van ten hoogste 0,5 m² per eenheid en met ten hoogste één reclameboodschap per zijde.

Het is verboden reclame-inrichtingen aan te brengen bovenop het dak van deze kiosken.

Afdeling III. — Draggers van gelegenheidsreclame

Art. 15. Gelegenheidsreclame mag worden geplaatst op of tussen dragers voor bovenleidingen, de inrichtingen voor de openbare verlichting of tussen de gevels, als zij :

1° een loshangende soepele drager heeft of bestaat uit een opgehangen kader van maximum 3 cm dik;

2° ten hoogste 1 meter breed per eenheid is en een totale oppervlakte van ten hoogste 4 m² heeft;

3° geplaatst is ten vroegste 15 kalenderdagen vóór de aanvang van de activiteit waarnaar ze verwijst en uiterlijk 8 kalenderdagen na het einde ervan verwijderd wordt.

Art. 16. Onverminderd artikel 13 betreffende de aanplakzuilen wordt gelegenheidsreclame toegelaten als de totale oppervlakte ervan ten hoogste 4 m² bedraagt.

Afdeling IV. — Reclamedragers waarvan de hoofdfunctie niet het openbaar nut is

Art. 17. De reclamedragers die zich in de openbare ruimte bevinden en waarvan het openbaar nut niet de hoofdfunctie is of die niet voortvloeien uit een functie van openbaar nut, zijn toegelaten als zij :

1° bijdragen tot de bedrijvigheid van een handelsgebied;

2° geen nieuwe afmetingen (breedte, hoogte en dikte) vertonen ten aanzien van de op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest reeds toegelaten dragers;

3° geen schade berokkenen aan het stedelijk landschap;

4° niet contrasteren met het uitzicht;

5° een breedte vrijhouden van minstens 1,50 meter en de doorstroming van het voetgangersverkeer niet hinderen;

6° geen afbreuk doen aan de zichtbaarheids- en veiligheidsvoorwaarden.

Afdeling V. — Kunstwerken en taluuds

Art. 18. Niet-lichtgevende en verlichte reclame op kunstwerken mag worden geplaatst, als zij :

1° gelegen is op minstens 0,5 m van de uiteinden van het kunstwerk;

2° past in het architecturaal lijstwerkpatroon van het kunstwerk;

3° evenwijdig loopt met het kunstwerk;

4° zich bevindt onder het niveau van de reling;

5° een oppervlakte heeft van maximum 17 m² per eenheid en een gecumuleerde oppervlakte van maximum 34 m²;

6° niet op dubbele hoogte geplaatst is.

Art. 19. Niet-lichtgevende en verlichte reclame mag worden geplaatst op de taluuds, als zij :

1° een oppervlakte heeft van maximum 17 m² per eenheid;

2° niet op dubbele hoogte geplaatst is;

3° de inrichting is :

a) ofwel evenwijdig met de rooilijn; in dat geval is een inrichting per 50 strekkende meter ononderbroken taluud toegelaten;

b) ofwel geplaatst met een afwijking van maximum 45°, in dat geval zijn twee naast elkaar geplaatste inrichtingen toegelaten per 150 strekkende meter ononderbroken taluud;

4° niet contrasteert met het uitzicht noch de architectuur van het kunstwerk verbergt.

HOOFDSTUK IV. — Uithangborden en reclame verwijzend naar het uithangbord

Art. 20. De uithangborden en de reclame verwijzend naar het uithangbord voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° vervaardigd zijn uit duurzaam materiaal;

2° in harmonie zijn met het bouwwerk waarop zij zijn aangebracht.

Art. 21. A l'exception des vitrines commerciales, les enseignes et les publicités associées à l'enseigne sont interdites sur tout ou partie de baie.

Art. 22. Les enseignes et les publicités associées à l'enseigne doivent être enlevées dès la fin de l'activité à laquelle elles sont associées sauf si elles présentent un caractère culturel, historique ou esthétique.

Art. 23. § 1^{er}. L'enseigne ou la publicité associée à l'enseigne, placée parallèlement à une façade, peut être autorisée dans les conditions suivantes :

1° dans la zone interdite :

a) être située sous le seuil de la baie la plus basse du premier étage;

b) avoir une saillie maximum de 0,25 mètre;

c) être située à au moins 0,50 mètre des limites mitoyennes ou s'inscrire dans le prolongement d'une baie;

d) avoir un développement inférieur aux 2/3 de la largeur de la façade;

e) sur un auvent ou une marquise, avoir une hauteur de maximum 0,25 mètre et ne pas en dépasser les limites;

f) si elle est lumineuse, être constituée de lettres ou symboles découpés.

2° en dehors de la zone interdite :

a) être située soit sous le seuil des baies du premier étage, si les étages sont affectés au logement, soit aux étages concernés par l'activité;

b) avoir une saillie maximum de 0,25 mètre;

c) être située à au moins 0,50 mètre des limites mitoyennes ou s'inscrire dans le prolongement d'une baie;

d) ne pas dépasser les limites du balcon qui la supporte;

e) sur un auvent ou une marquise, avoir une hauteur de maximum 0,50 mètre et ne pas en dépasser les limites.

§ 2. Les enseignes à caractère décoratif tels que peintures murales et listels lumineux peuvent recouvrir la totalité du pignon.

Art. 24. L'enseigne ou la publicité associée à l'enseigne, placée perpendiculairement à une façade, peut être autorisée dans les conditions suivantes :

1° dans la zone interdite :

a) les publicités associées à l'enseigne sont interdites;

b) ne pas être lumineuse;

c) une seule enseigne par activité est autorisée, augmentée d'une unité par tranche entière de 10 mètres courants de façade;

d) avoir une saillie maximum de 1 mètre, et une hauteur maximum de 1 mètre;

e) l'armature est la moins visible possible et est peinte dans les tons de la façade;

2° en dehors de la zone interdite :

a) être située sous le niveau de la corniche;

b) être placée à une hauteur telle que le bord inférieur du dispositif ne peut se trouver en dessous de la ligne correspondant à la hauteur du rez-de-chaussée ou d'un dispositif architectural le matérialisant en façade;

c) avoir une saillie inférieure à 1/10 de la largeur de la voirie entre alignements avec un maximum de 1,20 mètre, tout en maintenant un retrait de 35 cm par rapport à l'aplomb de la bordure du trottoir;

d) lorsqu'elle est constituée d'éléments non découpés, avoir une hauteur totale inférieure au tiers de la hauteur de la façade avec un maximum de 3 mètres;

e) lorsqu'elle est constituée d'éléments découpés, avoir une hauteur totale inférieure au tiers de la hauteur de la façade avec un maximum de 6 mètres.

Art. 25. L'enseigne ou la publicité associée à l'enseigne, placée sur un toit ou sur une terrasse en tenant lieu, peut être autorisée dans les conditions suivantes :

1° dans la zone interdite :

Art. 21. Het is verboden uithangborden en reclame verwijzend naar het uithangbord te plaatsen tegen een gevelopening of een gedeelte ervan, met uitzondering van de winkeluitstalramen.

Art. 22. De uithangborden en reclame verwijzend naar het uithangbord moeten worden verwijderd zodra er een einde wordt gesteld aan de activiteit waarop zij betrekking hebben behalve wanneer zij van culturele, historische of esthetische aard zijn.

Art. 23. § 1. Het uithangbord of de reclame verwijzend naar het uithangbord dat parallel met een gevel geplaatst is, wordt toegelaten, als zij :

1° in het verboden gebied,

a) aangebracht is onder de laagste vensterdorpel van de eerste verdieping;

b) maximum 0,25 meter uitsteekt;

c) minstens 0,50 meter van de mandelige grens verwijderd is of in het verlengde ligt van een gevelopening;

d) minder dan 2/3 van de gevelbreedte beslaat;

e) op een luifel of een markies, niet hoger is dan 0,25 meter en de uiteinden ervan niet overschrijdt;

f) indien het uithangbord lichtgevend is, bestaat het uit afzonderlijke letters of tekens.

2° buiten het verboden gebied,

a) aangebracht is onder de laagste vensterdorpel van de eerste verdieping, wanneer de verdiepingen bestemd zijn voor de huisvesting of op de verdiepingen waar de activiteit uitgeoefend wordt;

b) maximum 0,25 meter uitsteekt;

c) minstens 0,50 meter van de mandelige grens verwijderd is of in het verlengde ligt van een gevelopening;

d) de uiteinden van het balkon, waarop zij is aangebracht, niet overschrijdt;

e) op een luifel of een markies, niet hoger is dan 0,50 meter en de uiteinden ervan niet overschrijdt.

§ 2. De uithangborden van decoratieve aard, zoals muurschilderingen en lichtgevende tekstbanden, mogen de hele topgevel beslaan.

Art. 24. Het uithangbord of de reclame verwijzend naar het uithangbord, dat haaks staat op een gevel, is toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° in het verboden gebied,

a) reclame verwijzend naar het uithangbord is verboden;

b) mag niet lichtgevend zijn;

c) er wordt per activiteit één enkel uithangbord toegelaten verhoogd met een eenheid per volledige schijf van 10 strekkende meter gevel;

d) ten hoogste één meter uitsteken en maximum 1 meter hoog zijn;

e) het geraamte moet zo min mogelijk zichtbaar zijn en is geverfd in dezelfde kleuren als de gevel;

2° buiten het verboden gebied,

a) aangebracht worden onder de dakgoot;

b) geplaatst worden op een hoogte zodat de onderkant van de inrichting niet lager ligt dan de hoogte van het gelijkvloers of van een architecturale inrichting tegen de gevel;

c) minder dan 1/10 van de breedte van de weg tussen de rooilijnen uitsteken en maximum 1,20 meter bedragen met inachtneming van een insprong van 35 cm ten opzichte van de rechte hoek van de boord van het voetpad;

d) wanneer zij bestaan uit samenhangende delen, in totaal lager zijn dan een derde van de gevelhoogte met een maximum van 3 meter;

e) wanneer zij bestaan uit afzonderlijke delen, in totaal lager zijn dan de helft van de gevelhoogte met een maximum van 6 meter.

Art. 25. Het uithangbord of de reclame verwijzend naar het uithangbord, dat geplaatst is op een dak of op het dakterras ervan, is toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° in het verboden gebied :

- a) les publicités associées à l'enseigne sont interdites;
 - b) la hauteur du dispositif ne peut excéder 1/5 de la hauteur de la façade, avec un maximum de 4 mètres;
 - c) n'être réalisée qu'au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation sur le support;
 - d) avoir un développement inférieur aux 2/3 du développement de la façade principale;
 - e) être parallèle au front de bâtisse;
- 2° en dehors de la zone interdite :
- a) la hauteur du dispositif ne peut excéder 1/5 de la hauteur de la façade, avec un maximum de 3 mètres autorisé pour les façades de moins de 15 mètres de hauteur, et un maximum de 6 mètres pour les façades de plus de 30 mètres de hauteur;
 - b) n'être réalisée qu'au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation sur le support;
 - c) avoir un développement inférieur aux 2/3 du développement de la façade principale;
 - d) être parallèle au front de bâtisse.

Art. 26. L'enseigne ou la publicité associée à l'enseigne, scellée ou posée sur le sol, peut être autorisée dans les conditions suivantes :

1° en zone interdite :

- a) les publicités associées à l'enseigne sont interdites;
 - b) à condition qu'il n'y ait pas d'autre moyen de signaler l'activité, notamment parce que l'immeuble est en retrait ou non visible depuis la voie publique;
 - c) ne pas dépasser un dispositif par immeuble;
 - d) être scellée ou posée dans l'espace privé sans saillie sur l'espace public;
 - e) avoir une surface totale cumulée pour l'immeuble, toutes activités confondues, maximale de 1 m²;
- 2° en dehors de la zone interdite :
- a) ne pas dépasser un dispositif par immeuble et par voirie;
 - b) être scellée ou posée dans l'espace privé;
 - c) avoir une surface totale cumulée maximale de 17 m² et une hauteur maximale de 7 mètres;
 - d) avoir une saillie inférieure au 1/10 de la largeur de la voirie entre alignements, avec un maximum de 1,20 mètre tout en maintenant un retrait de 35 cm par rapport à l'aplomb de la bordure du trottoir;
 - e) ne pas être placée à moins de 4,5 mètres d'une baie d'un immeuble d'habitation lorsqu'elle se trouve en avant-plan du mur contenant cette baie;
 - f) ne pas être implantée à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur par rapport à une limite mitoyenne.

CHAPITRE V. — Dispositifs temporaires

Section I^{re}. — Enseignes événementielles

Art. 27. Les enseignes événementielles sont placées au plus tôt 15 jours calendrier avant le début de la manifestation qu'elles signalent et sont retirées au plus tard 8 jours calendrier après la fin de celle-ci.

Art. 28. Les enseignes événementielles peuvent être autorisées dans les conditions suivantes :

- 1° elles sont maintenues en bon état de propreté et de fonctionnement;
- 2° si l'enseigne événementielle est parallèle à un mur, ne pas en dépasser les limites;
- 3° si l'enseigne événementielle est perpendiculaire à un mur, être située sous le niveau de la corniche.

Section II. — Panneaux immobiliers et panneaux de chantier

Art. 29. Les panneaux immobiliers et les panneaux de chantier sont placés au plus tôt 15 jours calendrier avant le début de l'opération qu'ils signalent et sont retirés au plus tard 8 jours calendrier après la fin de celle-ci.

- a) reclame verwijzend naar het uithangbord is verboden;
- b) de inrichting mag niet hoger zijn dan 1/5 van de hoogte van de gevel, met een maximum 4 meter;
- c) slechts bestaan uit afzonderlijke letters of tekens die hun bevestiging op de drager verbergen;
- d) minder dan 2/3 van de voorgevel beslaan;

- e) gelijklopen met de bouwlijn;
- 2° buiten het verboden gebied :

- a) de inrichting mag niet hoger zijn dan 1/5 van de hoogte van de gevel, met een maximum van 3 meter dat toegelaten is voor gevels lager dan 15 meter en met een maximum van 6 meter voor de gevels van meer dan 30 meter hoog;
- b) enkel bestaan uit afzonderlijke letters of tekens die hun bevestiging op de drager verbergen;
- c) minder dan 2/3 beslaan van de voorgevel;

- d) gelijklopen met de bouwlijn.

Art. 26. Het uithangbord of de reclame verwijzend naar het uithangbord, vastgemaakt of geplaatst op de grond, is toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° in het verboden gebied :

- a) reclame verwijzend naar het uithangbord is verboden;
- b) op voorwaarde dat er geen ander middel bestaat om de activiteit bekend te maken, met name als het gebouw achteruit gelegen is of niet zichtbaar is vanaf de openbare weg;
- c) niet meer dan één inrichting per gebouw bevatten;
- d) vastgemaakt of geplaatst zijn in de private ruimte en in de openbare ruimte niet uitsteken;

e) voor het gebouw een totaal gecumuleerde oppervlakte hebben van maximum 1 m², alle activiteiten inbegrepen;

2° buiten het verboden gebied :

- a) niet meer dan één inrichting per gebouw en per weg bevatten;
- b) vastgemaakt of geplaatst zijn in de private ruimte;
- c) een totale gecumuleerde oppervlakte van maximum 17 m² en een hoogte van maximum 7 m hebben;

d) minder dan 1/10 van de breedte van de weg tussen de rooilijnen uitsteken en maximum 1,20 meter bedragen met inachtneming van een insprong van 35 cm ten opzichte van de rechte hoek van de boord van het voetpad;

e) niet geplaatst worden op minder dan 4,5 meter van een gevelopening van een woning wanneer deze zich bevindt op het voorplan van de muur met deze gevelopening;

f) niet geplaatst worden op een afstand van minder dan de helft van de hoogte ervan ten opzichte van een mandelige grens;

HOOFDSTUK V. — Tijdelijke inrichtingen

Afdeling I. — Gelegenheidsuithangborden

Art. 27. De gelegenheidsuithangborden worden geplaatst ten vroegste 15 kalenderdagen vóór de aanvang van de activiteit waarop zij betrekking hebben en worden verwijderd uiterlijk 8 kalenderdagen na het einde ervan.

Art. 28. De gelegenheidsuithangborden kunnen worden toegestaan onder de volgende voorwaarden :

1° zij worden net en goed onderhouden;

2° als het gelegenheidsuithangbord gelijkloopt met een muur mag het er niet bovenuit steken;

3° indien het gelegenheidsuithangbord haaks staat op een muur moet het onder de dakgoot aangebracht worden.

Afdeling II. — Vastgoed- en werfpanelen.

Art. 29. De vastgoed- en werfpanelen worden geplaatst ten vroegste 15 kalenderdagen voor de aanvang van de operatie waarop zij betrekking hebben en uiterlijk 8 kalenderdagen na het einde ervan verwijderd.

Art. 30. Les panneaux immobiliers et les panneaux de chantier peuvent être autorisés dans les conditions définies ci-après :

1° en zone interdite :

a) ils sont maintenus en bon état de propreté;

b) si le panneau est parallèle à une façade, avoir une saillie maximum de 0,25 mètre, ne pas en dépasser les limites et avoir une surface cumulée totale inférieure à 4 m²;

c) si le panneau est perpendiculaire à une façade, avoir une saillie maximum de 1 mètre et être situé sous le niveau de la corniche;

d) un seul panneau immobilier et un seul panneau de chantier sont autorisés par façade;

e) si le panneau est scellé au sol, la surface totale cumulée est inférieure à 4 m²;

2° en dehors de la zone interdite :

a) ils sont maintenus en bon état de propreté;

b) si le panneau est parallèle à une façade, avoir une saillie maximum de 0,50 mètre, ne pas en dépasser les limites et avoir une surface cumulée totale inférieure à 1/20 de la surface de la façade et inférieure à 16 m²;

c) si le panneau est perpendiculaire à une façade, avoir une saillie maximum de 1,20 mètre et être situé sous le niveau de la corniche;

d) un seul panneau immobilier et un seul panneau de chantier sont autorisés par façade;

e) si le panneau est scellé au sol, la surface totale cumulée est inférieure à 16 m².

Section III. — Chevalets

Art. 31. Les chevalets peuvent être autorisés sur la voie publique uniquement pendant les heures d'ouverture de l'activité et réunissent les conditions suivantes :

1° occuper une surface au sol de moins de 0,60 m²;

2° garantir une largeur libre de circulation piétonne de minimum 1,20 mètre.

CHAPITRE VI. — Validité des permis

Art. 32. Dans les cas visés à l'article 88, alinéa 1^{er}, 1°, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, la durée maximale du permis est de :

1° neuf ans pour les enseignes, les publicités associées à une enseigne ainsi que les publicités non lumineuses et les publicités éclairées dont le message est permanent durant toute la durée du permis;

2° trois ans pour tout autre dispositif de publicité.

Art. 30. De vastgoed- en werfpanelen kunnen worden toegelaten onder de hiernagevoemde voorwaarden :

1° in het verboden gebied :

a) worden ze in een nette staat onderhouden;

b) als het bord gelijkloopt met een gevel mag dit niet meer dan 0,25 m uitsteken, de uiteinden ervan niet overschrijden en moet de totale gecumuleerde oppervlakte ervan kleiner zijn dan 4 m²;

c) staat het bord haaks op een gevel dan mag dit niet meer dan 1 meter uitsteken en moet dit onder de dakgoot aangebracht worden;

d) er wordt slechts één werfpaneel en één vastgoedpaneel per gevel toegelaten;

e) als het bord aan de grond vastgemaakt is, moet de totale gecumuleerde oppervlakte kleiner zijn dan 4 m².

2° buiten het verboden gebied :

a) worden ze in een nette staat gehouden;

b) als het paneel gelijkloopt met een gevel dan mag het niet meer dan 0,50 meter uitsteken, de uiteinden ervan niet overschrijden en moet het een totale gecumuleerde oppervlakte hebben kleiner dan 1/20 van de geveloppervlakte en van minder dan 16 m²;

c) staat het paneel haaks op een gevel dan mag het niet meer dan 1,20 meter uitsteken en moet het onder de dakgoot aangebracht worden;

d) er wordt slechts één werfpaneel en één vastgoedpaneel per gevel toegelaten;

e) als het paneel aan de grond vastgemaakt is, moet de totale gecumuleerde oppervlakte kleiner zijn dan 16 m².

Afdeling III. — Schragen

Art. 31. De schragen zijn enkel toegelaten op de openbare weg wanneer de activiteit plaatsvindt en voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° minder dan 0,60 m² grond innemen;

2° een doorgang voor het voetgangersverkeer van minstens 1,20 meter breed vrijhouden.

HOOFDSTUK VI. — Geldigheid van de vergunningen

Art. 32. In de gevallen bedoeld in artikel 88, eerste lid, 1° van de Ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de Planning en de Stedenbouw bedraagt de maximale duur van de vergunning :

1° negen jaar voor de uithangborden, de reclame verwijzend naar het uithangbord alsook de niet-lichtgevende en verlichte reclame waarvan de boodschap tijdens de hele duur van de vergunning aanwezig blijft;

2° drie jaar voor elke andere reclame-inrichting.

Circulaire portant instructions concernant la délivrance de permis d'urbanisme à durée limitée pour les dispositifs de publicité et les enseignes

Liste des rues reprises dans la zone interdite

Commune	Nom de rue	De ... à...
Anderlecht	ring	
	place de la Vaillance	
	rue d'Aumale	place de la Vaillance à # rue R.E. Delcourt y compris
	rue du Broeck	rue du Chapelain à place de la Vaillance
	rue du Chapelain	
Auderghem	boulevard du Souverain	# chaussée de Wavre à limite communale
	boulevard du Souverain	# Herman Debroux à limite communale
	avenue de Tervuren	
	chaussée de Tervuren	à # chaussée de Wavre
	E411	y compris viaduc

Commune	Nom de rue	De ... à...
Bruxelles		
	A12 Bruxelles-Anvers	
	avenue J. Van Praet	
	pont de Buda	
	chaussée de Vilvorde	# J. Van Praet à avenue de la Reine
	avenue du Parc Royal	
	ring	
	avenue de la Reine	parvis Notre-Dame à chemin de fer
	place Emile Bockstael	
	boulevard Emile Bockstael	place Emile Bockstael à boulevard du Jubilé
	boulevard Emile Jacqmain	
	square Marie Louise	
	avenue Palmerston	
	square Ambiorix	
	square Marguerite	
	rue de Pavie	
	rue Archimède	
	rond-point Schuman	
	rue de la Loi	rond-point Schuman à Joyeuse Entrée
	avenue de Cortenberg	
	avenue Louise	de la place Stéphanie y compris au bois de la Cambre
	avenue Emile de Mot	
	avenue Franklin Roosevelt	
	chaussée de La Hulpe	
Etterbeek		
	place du Roi Vainqueur	
	avenue du 11 Novembre	place du Roi Vainqueur à N°54
	avenue de Tervuren	limite communale à porte de Tervuren
Evere		
	avenue Léopold III	
	E40 Bruxelles-Liège	
Forest		
	avenue Albert	
	avenue Brugmann	
	boulevard de la Deuxième Armée Britannique	rue Saint-Denis à rue de la Station
	rue des Abbesses	
	chaussée de Bruxelles	rue Saint-Denis à place Saint-Denis
	place Saint-Denis	côté sud et ouest
	rue de la station	place Saint-Denis à 2ème Armée Britannique
	ring	
Ganshoren		
	avenue des Gloires Nationales	
	avenue du Panthéon	
	avenue J. Sermon	
Ixelles		
	chaussée d'Ixelles	n° 163 à n° 168 (place Fernand Cocq)
	avenue Brugmann	

Commune	Nom de rue	De ... à...	
Koekelberg			
	avenue du Panthéon		
	avenue de la Liberté	avenue du Panthéon à boulevard Léopold II	
	avenue de Jette	boulevard Léopold II à Gloires Nationales	
	avenue des Gloires Nationales		
Saint-Gilles			
	avenue Paul De Jaer		
	place Maurice Van Meenen		
	avenue Brugmann		
Saint-Josse-ten-Noode			
	rue Royale		
	boulevard Emile Jacqmain		
Schaerbeek			
	boulevard Emile Jacqmain	Pentagone à rue Willem De Mol	
	rue Royale		
	rue des Palais	place de la Reine à rue de la Poste	
	place de la Reine		
	avenue de Roodebeek	de Linthout à Noyer	
	E40 Bruxelles-Liège		
	boulevard Léopold III		
	place Princesse Elisabeth		
	avenue Louis Bertrand	Haecht au # avec les rues Kessels et Herman	
	avenue Huart Hamoir	de la pl. Princesse Elisabeth au square François Riga non compris	
	place Colignon		
	Uccle		
		avenue Winston Churchill	
avenue Albert			
avenue Brugmann		limite communale à square G.Marlow	
avenue De Fré			
rue de Stalle		Gambier à Carré Peeters	
chaussée de La Hulpe			
avenue de Lorraine			
drève du Haras			
drève de Saint-Hubert		ch. de Waterloo à Haras	
chaussée de Waterloo		limite communale à avenue Van Bever	
avenue de Wolvendael		Dieweg à # rue Rouge y compris	
avenue Circulaire			
Watermael-Boitsfort			
		avenue de la Foresterie	
	chaussée de La Hulpe	limite communale rue Middelbourg	
	chaussée de La Hulpe	limite régionale à avenue de la Foresterie	
	avenue Alfred Solvay		
	avenue Delleur		
	boulevard du Souverain		
route de Mont Saint-Jean			

Commune	Nom de rue	De ... à...
Woluwe-Saint-Lambert		
	E40 Bruxelles-Liège	
	avenue Marcel Thiry	
	boulevard de la Woluwe	
	avenue Emile Vandervelde	boulevard de la Woluwe à rue Klakedelle
	avenue Emile Vandervelde	limite régionale à square Velghe
	avenue de Broqueville	
Woluwe-Saint-Pierre		
	square Montgomery	
	avenue de Broqueville	
	avenue de Tervuren	
	boulevard du Souverain	
	boulevard de la Woluwe	
	chaussée de Tervuren	
	avenue Baron d'Huart	
	avenue de Wezembeek	

Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening betreffende de reclame en de uithangborden
Lijst van de straten gelegen in het verboden gebied

Gemeente	Straatnaam	Van ... tot ...
Anderlecht		
	Ring	
	Dapperheidsplein	
	Aumalestraat	Dapperheidsplein t.e.m. # R.E. Delcourtstraat
	De Broekstraat	Kapelaansstraat tot Dapperheidsplein
	Kapelaansstraat	
Oudergem		
	Vorstlaan	# Waversesteenweg tot gemeentegrens
	Vorstlaan	# Herrmann Debroux tot gemeentegrens
	Tervurenlaan	
	Tervuursesteenweg	tot # Waversesteenweg
	E411	t.e.m. viaduct
Brussel		
	A12 Brussel-Antwerpen	
	J. Van Praetlaan	
	Budabrug	
	Vilvoordsesteenweg	# J. Van Praet tot Koninginnelaan
	Koninklijk Parklaan	
	ring	
	Koninginnelaan	O.L. Vrouw voorplein tot spoorweg
	Emile Bockstaelplein	
	Emile Bockstaellaan	Emile Bockstaelplein tot Jubelfeestlaan
	E. Jacquainlaan	
	Maria-Louizasquare	
	Palmerstonlaan	
	Ambiorixsquare	
	Margaretasquare	

Gemeente	Straatnaam	Van ... tot ...
	Paviastraat	
	Archimedesstraat	
	rondpunt Schuman	
	Wetstraat	rondpunt Schuman tot Blijde Inkomst
	Kortenberglaan	
	Louizalaan	Stefaniaplein t.e.m. Ter Kamerenbos
	Emile de Motlaan	
	Franklin Rooseveltlaan	
	Terhulpesteenweg	
Etterbeek		
	Koning Overwinnaarplein	
	11 Novemberlaan	Koning Overwinnaarlaan tot nr. 54
	Tervurenlaan	Gemeentegrens tot Tervuursepoort
Evere		
	Leopold III-laan	
	E40 Brussel-Luik	
Vorst		
	Albertlaan	
	Brugmannlaan	
	Britse Tweede Legerlaan	Sint-Denijsstraat tot Stationstraat
	Abdissenstraat	
	Brusselsesteenweg	Sint-Denijsstraat tot Sint-Denijsplein
	Sint-Denijsplein	zuid- en westkant
	Stationsstraat	Sint-Denijsplein tot Britse Tweede Leger
	ring	
Ganshoren		
	Landsroemlaan	
	Pantheonlaan	
	J. Sermonlaan	
Elsene		
	Elsensesteenweg	nr. 163 tot nr. 168 (Fernand Cocqplein)
	Brugmannlaan	
Koekelberg		
	Pantheonlaan	
	Vrijheidslaan	Pantheonlaan tot Leopold II-laan
	Jettelaan	Leopold II-laan tot Landsroem
	Landsroemlaan	
Sint-Gillis		
	Paul Dejaerlaan	
	Maurice van Meenenplein	
	Brugmannlaan	

Gemeente	Straatnaam	Van ... tot ...
Sint-Joost-ten-Node		
	Koningsstraat	
	Emile Jacqmainlaan	
Schaarbeek		
	Emile Jacqmainlaan	Vijfhoek t.e.m Willem De Molstraat
	Koningsstraat	
	Paleizenstraat	Koninginneplein tot Poststraat
	Koninginneplein	
	Roodebeeklaan	de Linthout tot Notelaar
	E40 Brussel-Luik	
	Leopold II-laan	
	Prinses Elisabethplein	
	Louis Bertrandstraat	Haachtse tot # met Kessels- en Hermanstraat
	Huart Hamoirlaan	van het Prinses Elisabethplein tot FranHois Rigasquare (niet inbegrepen)
	Colignonplein	
Ukkel		
	Winston Churchillaan	
	Albertlaan	
	Brugmannlaan	Gemeentegrens tot G. Marlowsquare
	De Frélaan	
	Stallestraat	Gambier tot Blok Peeters
	Terhulpesteenweg	
	de Lorrainelaan	
	Harasdreef	
	Sint-Hubertusdreef	Waterloosesteenweg tot Haras
	Waterloosesteenweg	Gemeentegrens tot Van Beverlaan
	Wolvendaellaan	Dieweg tot en met # Rodestraat
	Ringlaan	
Watermaal-Bosvoorde		
	Vorsteriestraat	
	Terhulpesteenweg	Gemeentegrens Middelburgstraat
	Terhulpesteenweg	Gewestgrens tot Vorsterielaan
	Alfred Solvaylaan	
	Delleurlaan	
	Vorstlaan	
	Steenweg op Sint-Jansberg	
Sint-Lambrechts-Woluwe		
	E40 Brussel-Luik	
	Marcel Thiry laan	
	Woluwelaan	
	Emile Vanderveldelaan	Woluwelaan tot Klakedellestraat
	Emile Vanderveldelaan	Gewestgrens tot Velgesquare
	de Broquevillelaan	

Gemeente	Straatnaam	Van ... tot ...
Sint-Pieters-Woluwe		
	Montgomerysquare	
	de Broquevillelaan	
	Tervurenlaan	
	Vorstlaan	
	Woluwelaan	
	Tervuurse Steenweg	
	Baron d'Huartlaan	
	Wezembeeklaan	

[C - 97/31434]

**Règlement d'ordre intérieur du conseil de direction
de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement**

I. De la présidence et du secrétariat.

Article 1^{er}. Le conseil de direction de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, ci-après dénommé le conseil, est présidé par le directeur général.

En cas d'empêchement du président, le conseil est présidé par le fonctionnaire désigné selon l'ordre suivant : l'inspecteur général, le fonctionnaire le plus élevé en grade, ou en cas d'égalité de grade, par le plus ancien ou en cas d'égalité d'ancienneté de grade, par le plus âgé.

Art. 2. Le président désigne le fonctionnaire de niveau 1 qui assume la fonction de secrétaire du conseil, ainsi qu'un secrétaire suppléant.

Le secrétaire est chargé de la rédaction et de l'archivage des procès-verbaux des décisions du conseil.

Le secrétaire remplit sa mission sous l'autorité et la direction du président.

II. Des convocations.

Art. 3. Sauf le cas d'urgence ou les circonstances exceptionnelles, le conseil se réunit sur convocation écrite du président qui doit parvenir à tous les membres au moins cinq jours ouvrables avant la date prévue pour la réunion.

Le membre qui ne peut pas assister à la réunion en informe immédiatement le président ou le secrétaire.

Art. 4. En tout cas, le conseil se réunit au moins une fois par semestre.

III. De l'ordre du jour et de l'envoi des documents.

Art. 5. Le projet d'ordre du jour est soumis à l'approbation du conseil en début de réunion.

Art. 6. Le secrétaire tient à la disposition des membres du conseil les archives du conseil.

IV. Des séances et du vote.

Art. 7. Le président veille au bon fonctionnement des réunions du conseil, il maintient l'ordre, fait respecter le règlement, ouvre et clôture les séances, dirige les débats et délibérations.

Art. 8. Le conseil ne délibère valablement que lorsqu'au moins la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

A défaut de quorum requis, le conseil est convoqué à huitaine et délibère valablement, sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 9. Les membres du conseil quittent la séance pendant la délibération et les votes relatifs à un emploi auquel ils sont candidats ainsi que pendant les délibérations et votes relatifs aux avis et décisions afférents à des points dans lesquels ils ont un intérêt personnel. Le procès-verbal en fait mention.

[C - 97/31434]

**Reglement van inwendige orde van de directieraad
van het Brussels Instituut voor Milieubeheer**

I. Het voorzitterschap en het secretariaat.

Artikel 1. De directieraad van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, de raad genoemd, wordt voorgezeten door de directeur-generaal.

Bij verlet van de voorzitter wordt de raad voorgezeten door de ambtenaar, aangeduid in de volgende volgorde : de inspecteur-generaal, de ambtenaar met de hoogste graad, of bij gelijkheid van graad, diegene met de hoogste anciënniteit, of bij gelijkheid van anciënniteit, diegene met de hoogste leeftijd.

Art. 2. De voorzitter duidt de ambtenaar van niveau 1 aan die de taak van secretaris van de raad op zich neemt, evenals een vervangend secretaris.

De secretaris is belast met het opstellen en bijhouden van de processen-verbaal van de beslissingen van de raad.

De secretaris vervult zijn taak onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

II. De samenroepingen.

Art. 3. Uitgezonderd hoogdringendheid of buitengewone omstandigheden, komt de raad samen na schriftelijke convocatie door de voorzitter. De convocatie moet alle leden minstens vijf werkdagen voor de voorziene datum van vergadering bereiken.

Het lid dat niet kan deelnemen aan de vergadering brengt de voorzitter of de secretaris onmiddellijk op de hoogte.

Art. 4. De raad komt in ieder geval minstens één keer per semester samen.

III. De agenda en het versturen van de documenten.

Art. 5. De ontwerpagenda wordt bij het begin van de vergadering ter goedkeuring aan de raad voorgelegd.

Art. 6. De secretaris houdt het archief van de raad ter beschikking van de leden.

IV. De zittingen en de stemprocedure.

Art. 7. De voorzitter waakt over het goede verloop van de vergaderingen van de raad. Hij bewaart de orde, doet het reglement naleven, opent en sluit de zittingen, leidt de discussies en de deliberaties.

Art. 8. De raad doet slechts geldig uitspraak wanneer minstens de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Indien het vereiste quorum niet is bereikt, komt de raad acht dagen later samen om geldig uitspraak te doen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 9. De leden van de raad verlaten de zitting bij deliberatie en stemming over een betrekking waarvoor zij kandidaat zijn, evenals bij deliberatie en stemming over besluiten en beslissingen in aangelegenheden waarbij zij persoonlijk belang hebben. Dat wordt vermeld in het proces-verbaal.